

ARÈS 1986. *La course aux armements et le désarmement – le désarmement pour le développement*. J. Fontanel et J.F. Guilhaudis (éd.), Grenoble, Université des Sciences sociales, 412 p.

Daniel Colard

Volume 18, numéro 3, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702226ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702226ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Colard, D. (1987). Compte rendu de [ARÈS 1986. *La course aux armements et le désarmement – le désarmement pour le développement*. J. Fontanel et J.F. Guilhaudis (éd.), Grenoble, Université des Sciences sociales, 412 p.] *Études internationales*, 18(3), 669–671. <https://doi.org/10.7202/702226ar>

systèmes d'exploitation minière sous-marine, et met clairement en relief les contraintes spécifiques à ce milieu d'exploitation. On trouvera également en annexe une bibliographie bien fournie, une liste des brevets d'inventions et des principaux fournisseurs de matériels.

Dans l'ensemble, si les sept autres volumes de cette série sont aussi clairs et explicites que le sont les deux premiers, il s'agit sans conteste d'un ouvrage de base fondamental pour qui s'intéresse à la question des nodules de manganèse. De ces deux premiers volumes nous retiendrons donc la somme importante d'informations liées aux aspects techniques et économiques de leur exploitation, le tout rédigé dans un langage clair qui, bien qu'assez technique ne perd pas le lecteur sur des points de détail que seul un technicien pourrait décoder. L'abondance des schémas et des tableaux est aussi un atout précieux. Il est surprenant enfin de constater qu'aucun volume de la série ne traite des problèmes politiques que pose l'exploitation des nodules de manganèse. On connaît pourtant les divergences importantes qui opposent les pays en développement aux pays industrialisés en ce qui concerne, entre autres choses, la répartition des bénéfices aussi bien économiques que techniques qu'apporterait l'exploitation de ces ressources reconnues par tous comme partie du « patrimoine commun de l'humanité ».

Louis BABINEAU

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

ARÈS 1986, *La course aux armements et le désarmement – le désarmement pour le développement*. J. Fontanel et J.F. Guilhaudis (éd.), Grenoble, Université des Sciences sociales. 412p.

La nouvelle présentation de « ARÈS 1986 », le 8^{ème} volume de la collection, mérite d'être soulignée. Désormais, le Conseil scientifique de ARÈS et son Président, J.F. Guil-

haudis, ont décidé que l'annuaire paraîtrait sous la forme d'au moins deux fascicules par an. Chaque fascicule recueillera les contributions de spécialistes français et étrangers sur un thème donné; il traitera aussi les principaux événements survenus au cours des derniers mois.

Le premier numéro de la série est consacré à deux dossiers majeurs: d'une part, le thème du « Désarmement pour le Développement », sujet cher au Tiers-Monde; d'autre part, le problème complexe de « La course aux armements et le Désarmement en 1985 » avec les grandes négociations en cours: CDE, MBFR, conversations de Genève, etc.

En ce qui concerne le premier thème, J. Fontanel et J.F. Guilhaudis posent, dans une courte mais substantielle introduction, parfaitement la problématique générale du désarmement pour le développement. L'idée simple que les dépenses militaires constituent un « détournement de ressources » figure dans la Charte des Nations Unies et une première résolution de l'Assemblée générale en date de 1950, « la paix par les actes », l'a reprise en pleine Guerre froide, ce qui la vouait à l'échec.

Les présentateurs insistent d'abord sur le fait qu'une réduction de l'effort militaire des États se heurte à quatre obstacles fondamentaux: le « climat » des relations entre les grandes puissances influe beaucoup sur les négociations; une « réduction homothétique » des dépenses militaires ne conduit pas nécessairement au statu quo des forces en présence et une réduction négociée des dépenses militaires « mal préparée » peut mettre en cause la sécurité internationale; tout effort de désarmement implique une « connaissance même grossière » des dépenses militaires des grandes puissances; enfin, les causes de la course aux armements ne disparaissent pas *ipso facto* par le simple fait de négocier une réduction des dépenses militaires.

Les contributions des auteurs, toutes originales et complémentaires, sont alors regroupées autour de cinq idées directrices. Les « préalables » à respecter avant d'engager une procédure de désarmement pour le développe-

ment sont examinés avec soin par H. Christian Cars et J. Fontanel. Le premier soutient la thèse que le lien entre le désarmement et le développement ne peut déboucher sur un véritable « projet » que si l'on a la capacité scientifique de connaître assez exactement les dépenses étatiques de l'effort de défense; le cadre onusien s'impose évidemment. Le second estime qu'une réduction des dépenses militaires n'a de sens que si l'on appréhende les « déterminants » de la course aux armements; il passe en revue les hypothèses qui ont été émises dans la littérature économique. J. Fontanel s'interroge aussi sur l'influence des dépenses militaires sur les grandes variables économiques et plus spécialement sur le développement économique et social, sujet délicat sur lequel il travaille depuis de nombreuses années.

La deuxième idée s'ordonne autour des « précautions scientifiques et stratégiques » à prendre dans le cadre d'une négociation sur la réduction des dépenses militaires. L'une concerne l'étude scientifique de la « relation désarmement-développement », c'est ce que fait l'article de R. Smith et J. Fontanel en rappelant l'intérêt et les limites des modèles économétriques dans les analyses de course aux armements et de désarmement. Les deux mêmes auteurs étudient ensuite l'autre précaution — les « informations statistiques disponibles » — en se penchant sur le coût des forces nucléaires; ils font valoir avec raison l'« excellent » et « inquiétant » rapport qualité-prix des forces nucléaires stratégiques.

En troisième lieu, les études abordent l'« analyse économique de l'effort d'armement ». J. Percebois s'interroge sur l'influence des dépenses sur l'économie française; J. Encinas Del Pando met en évidence l'interaction des variables économiques, politiques et militaires dans trois pays latino-américains (l'Argentine, le Chili et le Pérou); quant à J. Fontanel et J. Drumont Saraiva, en partant des théories économiques actuelles, ils étudient la thèse de l'industrialisation induite par le développement des industries d'armement dans les pays du Tiers-Monde.

L'« analyse économique du désarmement » complète logiquement la précédente.

Nicole Ball montre les difficultés et les enjeux du processus de reconversion; Pierre Denis et Pierre Arcq considèrent que la reconversion économique des industries d'armement est parfaitement possible, à la lumière des leçons de l'histoire; Ulrich Albrecht, lui, propose une réflexion sur l'impact du désarmement sur la recherche-développement.

Enfin, ce remarquable dossier s'achève par l'examen des propositions susceptibles de favoriser le Désarmement pour le Développement. J. Aben s'intéresse à la taxation des ventes d'armes et en montre les difficultés, tandis que Inga Thorsson, auteur d'un rapport fameux sur la question, propose un véritable plan de reconversion des activités militaires, et que J. Fontanel et J.F. Guilhaudis étudient les possibilités de créer un Fonds international de Désarmement pour le Développement.

Certes, le problème analysé est si vaste et si complexe qu'il ne pouvait être traité dans toutes ses dimensions, mais c'est la première fois qu'une réflexion globale permet d'en mesurer toutes les facettes. La lecture des différents articles démontre que la relation entre le désarmement et le développement ne va pas de soi et qu'il faut se méfier des idées séduisantes. Cela dit, le projet soulève un espoir pour de nombreux pays et pourrait mobiliser tous les hommes de bonne volonté.

On sera plus bref sur la deuxième partie d'ARÈS 86 consacrée à la « Course aux armements et au Désarmement en 1985 ». J.F. Guilhaudis, l'un des meilleurs spécialistes français de ces questions, a accompli ici l'essentiel du travail. Il a dépouillé les documents des Nations Unies — ceux de la 40^{ème} session — et de la Conférence du désarmement de Genève. Jan Martenson et A. Biad ont respectivement analysé les activités du département des Affaires du désarmement et la 3^{ème} Conférence d'examen du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Sont recensées aussi les activités des forums régionaux d'*Arms Control* (Conférences de Stockholm CCDE) et de Vienne (MBFR) par J.F. Guilhaudis) et les négociations soviéto-américaines, les réponses des États européens à l'IDS du président Reagan et la position des Pays-Bas sur les euromissiles (Ph. Chapal). Enfin, J.F.

Guilhaudis analyse le dernier traité de dénucléarisation: celui du Pacifique sud signé le 6 août 85 à Rarotonga.

Comme on le voit la nouvelle présentation d'ARÈS permet de braquer le projecteur de la recherche sur des dossiers d'actualité brûlante. Au total, ces quatre cents pages d'analyses, de documents, de références constituent un indispensable instrument de travail pour tous ceux qui suivent de près les problèmes de la paix, de la guerre et de la sécurité internationale.

Daniel COLARD

*Faculté de Droit et des Sciences
économiques et politiques
Université de Besançon, France*

BRAVEBOY-WAGNER, Jacqueline A., *Interpreting the Third World: Politics, Economics, and Social Issues*, New York, Praeger Publishers, 1986, 367p.

Voilà un ouvrage sur le Tiers-Monde qui essaie de présenter tout le Tiers-Monde, sous ses aspects politiques, militaires, économiques, sociaux etc., ce qui permet à l'auteur d'insister à la fois sur l'unité et la diversité de ces pays, unité qui se manifeste notamment selon l'auteur par l'origine des problèmes eux-mêmes (le colonialisme et le néocolonialisme) et dans les rapports Nord-Sud, diversité dans les niveaux de développement et dans les régimes politiques. Ces deux idées servent de ligne directrice à l'ouvrage, lequel comporte deux parties: 1) les suites du colonialisme, 2) modernisation et développement.

La place accordée au colonialisme et au néocolonialisme dans la première partie laisse croire *a priori* que l'auteur est un partisan sans nuance des thèses les plus extrêmes des « dépendantistes » pour qui le sous-développement a une cause unique: l'impérialisme. Il s'agit là d'une des ambiguïtés de cet ouvrage, par ailleurs riche en descriptions, aussi objectives que possible, de la réalité. D'un côté, tous les problèmes actuels du Tiers-Monde sont considérés comme les suites du colonialisme et du néocolonialisme, ou, tout au moins, envisagés

dans une perspective historique qui accorde à ces deux phénomènes un rôle primordial. En même temps, les conséquences ultimes de ce point de vue sur les possibilités et stratégies de développement sont rejetées en faveur de solutions beaucoup plus réalistes, qui insistent sur le rôle que peuvent jouer les pays capitalistes dans le processus de développement.

Après avoir caractérisé les pays du Tiers-Monde au moyen de deux indices, le PNB par tête et l'Indice Physique de la Qualité de la Vie, calculé lui-même à partir de l'espérance de vie, la mortalité infantile et le taux d'alphabétisation, puis souligné que « la plupart des problèmes de développement auxquels est confronté le Tiers-Monde renvoie aux effets du colonialisme et de la dépendance excessive à l'égard de puissances extérieures » et que « les actions et politiques entreprises par les leaders du Tiers-Monde sont inspirées par la volonté de corriger les distorsions causées par les politiques coloniales » (p. 10), J. Braveboy-Wagner envisage les problèmes politiques. On constate alors comment les pays du Tiers-Monde ont corrigé les idées reçues de l'Occident en les adaptant à leurs besoins. La démocratie occidentale, pluraliste, est ramenée presque partout au système du parti unique. Mais l'auteur ne manque pas de relever, du fait des échecs de ce système en matière de développement, qu'« une saine concurrence entre partis n'empêche pas le processus de développement » (p. 30).

De même avec le socialisme qui, lui aussi, a été « indigénisé », pour employer un de ces termes dont les sciences sociales modernes ont parfois le secret. Le socialisme dont il s'agit est, souligne l'auteur « un de ces concepts « attrappe-tout » qui, le plus souvent, rompt radicalement avec le « socialisme scientifique ».

Enfin, les valeurs les plus authentiques semblent liées à la religion, laquelle s'est souvent combinée au nationalisme dès l'époque de la lutte anticolonialiste et demeure dans de nombreux pays la force essentielle sur laquelle s'appuient des gouvernements réactionnaires (Iran) ou « socialistes » (Libye).